



LES 27 LANCENT LA CONFERENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE SANS LUI DONNER LES MOYENS DE SON AMBITION

L'Union des fédéralistes européens (UEF) France se félicite du lancement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe annoncé par la présidence tournante portugaise le 3 février. L'UEF émet cependant des réserves sur son format qui ne garantit pas la prise en compte des préoccupations des citoyens européens et limite considérablement les ambitions pour l'avenir de notre continent

À l'occasion d'une réunion des ambassadeurs de l'UE à Bruxelles, les Etats membres ont donné leur feu vert au lancement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, une plateforme européenne ayant pour but de donner la parole à chaque citoyen pour relever les défis internes et externes que rencontre l'Union. Selon le premier ministre portugais Antonio Costa, l'événement devra se focaliser sur "les souhaits et les craintes des citoyens" et permettre de redonner un souffle démocratique à l'Union Européenne. [Dans un document](#) publié à la suite de la réunion des ambassadeurs, les trois institutions qui dirigeront cette conférence, la Commission européenne, le Conseil et le Parlement européen, se donnent jusqu'à décembre 2022 pour produire un rapport qui sera présenté aux chefs de gouvernement européens.

L'Union des fédéralistes européens se félicite de la volonté de donner la parole aux citoyens européens pour relancer notre projet commun, mais s'inquiète du fait que la structure et l'organisation de cette Conférence ne garantissent pas la prise en compte de l'avis des citoyens au terme du processus de consultation. En effet, le rapport qui sera remis aux chefs de gouvernement ne revêt pas de caractère obligatoire, ce qui nuit gravement à l'objectif de donner un nouveau souffle démocratique à l'Union. Les chefs de gouvernement pourraient choisir de ne pas tenir des comptes des préoccupations exprimées par les citoyens comme cela fut le cas pour les consultations citoyennes de 2018.

Par ailleurs, alors que le but de cette Conférence est aussi de répondre aux nouveaux défis apparus depuis le traité de Lisbonne en 2007, le Conseil a refusé d'ouvrir la possibilité d'une révision des traités. Cette disposition réduit considérablement l'ambition même de cette Conférence, interdisant de fait tout changement structurel, alors que la pandémie de la COVID-19 continue de souligner le besoin urgent d'une véritable Europe de la santé et que la question de l'autonomie stratégique de l'Union se pose de manière de plus en plus évidente par exemple.

Enfin, l'UEF s'interroge sur les dispositions qui seront prises pour faire vivre le débat au plus près des citoyennes et citoyens de l'Union européenne, tout particulièrement dans le contexte de la pandémie qui continue d'empêcher des rassemblements à même de permettre échanges et co-construction. Si l'utilisation d'outils digitaux offre l'opportunité à des citoyens de participer à cet élan démocratique, il est évident qu'il est nécessaire d'organiser des agoras citoyennes aux différents échelons local, régional, national et européen, garantissant la participation du plus grand nombre.

L'Union des fédéralistes européens continuera de militer pour une ouverture de la Conférence sur l'avenir de l'Europe à une révision des traités et une perspective constitutionnelle et fédérale, seuls moyens d'aboutir à une Europe puissante, résolument démocratique et à l'écoute de ses citoyens. Cette conférence doit se voir donner les moyens de son ambition démocratique afin de permettre aux citoyens européens d'insuffler un véritable renouveau à l'Union.

Communiqué de Presse de l'UEF – France* – 07 février 2021

**L'Union des fédéralistes européens - France (UEF France) est la section française de l'Union des fédéralistes européens (UEF), une organisation non gouvernementale et à but non lucratif. Nous sommes un mouvement non partisan qui se consacre à la promotion d'une Europe démocratique et fédérale, unie dans la diversité, et d'une organisation fédérale à tous les échelons de la vie publique, du local au global*